



[www.journaldumali.com](http://www.journaldumali.com)

# Journal du Mali

*L'hebdo*

N°446 du 26 octobre au 1er novembre 2023

## MALI- RUSSIE

COOPÉRATION RENFORCÉE

## YEREWOLO

L'IMPLOSION

## NBA

UNE SAISON, DES QUESTIONS



**FAMA**

# OBJECTIF KIDAL

Alors que la MINUSMA accélère son retrait de Kidal, les différents protagonistes se préparent à une inévitable et décisive bataille dont l'issue sera déterminante.

**GRATUIT**

Ne peut être vendu



# SÉCURITÉ : POUR LES FAMA, OBJECTIF KIDAL À « TOUT PRIX »

Après les prises d'Anéfis et de Tessalit, tous les regards sont tournés vers la ville de Kidal, dont le contrôle est le principal objectif de l'armée malienne. Alors que la MINUSMA accélère son retrait, « l'inévitable » bataille de Kidal semble plus que jamais imminente.

MOHAMED KENOUI

Dans sa note aux correspondants du 14 octobre dernier, la Minusma alertait sur les « tensions accrues dans le nord du Mali » qui augmentaient la probabilité d'un départ forcé de la Mission de cette région du pays. Une semaine après, le 21 octobre, la Mission onusienne a indiqué avoir achevé son retrait accéléré de sa base de Tessalit, dans la région de Kidal, « dans un contexte sécuritaire extrêmement tendu et dégradé, mettant en danger la vie de son personnel ». « Avant son départ, la MINUSMA a dû prendre la décision difficile de détruire, désactiver ou mettre hors service des équipements de valeur, tels que des véhicules, des munitions, des génératrices et d'autres biens, parce qu'ils ne pouvaient pas être retournés aux pays contributeurs de troupes auxquels ils appartenaienr ou redéployés vers d'autres missions de maintien de la paix des Nations Unies », a précisé la Mission onusienne. « Les FAMa occupent entièrement le camp de Tessalit. Nous allons défendre corps et âme cette emprise pour honorer le Mali. Il faut aussi savoir que l'ONU n'a laissé aucun matériel de guerre dans le camp. Tous les matériaux de guerre ont été soit transportés soit détruits sur place », a confirmé le Chef du détachement FAMa de Tessalit. La même procédure devrait s'appliquer pour le cas de Kidal, même si le gouvernement de transition, dans un communiqué, le 18 octobre dernier, soupçonne une « fuite orchestrée en prétextant des raisons fallacieuses », visant à « équiper les groupes terroristes en abandonnant délibérément des quantités importantes d'armes et de munitions pour réaliser leur dessein funeste ».

**Retrait anticipé** La fermeture du camp de Tessalit, qui marque le premier retrait de la Minusma de la région de Kidal, a été suivie dans la foulée de celle du camp d'Aguelhok. « Nos Casques bleus ont quitté ce jour le camp d'Aguelhok, dans le cadre de notre retrait du Mali et dans la fourchette prévue dans le plan communiqué au gouvernement malien. La situation sur place était devenue très dangereuse pour leur sécurité, avec des informations faisant état de menaces réelles contre eux », a affirmé un communiqué de la Minusma le 23 octobre. Si à Tessalit l'ex-camp de la Minusma a été rétrocédé à l'armée malienne, ce n'est pas le cas à Aguelhok, où les Casques bleus de l'ONU ont déserté leur ancienne emprise sans rétrocession aux autorités malienennes. Alors que cette situation faisait craindre une confrontation entre l'armée et le CSP-PSD pour le contrôle du camp, les tensions se sont très vite exacerbées entre les deux parties. Selon un communiqué de



Les FAMa, équipées de plusieurs blindés et pick-up veulent reprendre la ville de Kidal, bastion des rebelles de la CMA depuis plus d'une décennie.

camp de Kidal, qui cristallise les attentions et est source de tensions entre l'armée malienne et la CMA, appuyée par Fahad Ag Almakhmoud, la Minusma a indiqué évaluer « attentivement la situation en vue d'ajuster le plan de retrait de sa base dans la ville de Kidal », sans pour autant avancer de date précise. Elle a, selon des sources locales, évacué le 25 octobre une grande partie du personnel du camp de Kidal. Il ne reste plus que quelques soldats tchadiens et togolais qui partiront dans quelques jours. En attendant, la CMA et ses alliés ont pris position autour du camp.

## REPÈRES

**21 octobre 2023 :**  
Rétrocession du camp de la MINUSMA de Tessalit aux FAMa

**23 octobre 2023 :**  
Les casques bleus quittent le camp d'Aguelhok

**25 octobre :**  
la MINUSMA débute son retrait du camp de Kidal contrairement à la date initiale du 15 novembre 2023

**31 décembre 2023 :**  
Date limite prévue pour l'achèvement du processus de retrait de la MINUSMA

à Kidal plusieurs combattants venus de Libye se sont joints à la CMA. Ils ont apporté avec eux de nombreuses armes, dont des missiles sol-air pour tenter d'abattre les avions des FAMa. À en croire certaines sources, Fahad Ag Almakhmoud et ses hommes, qui étaient principalement stationnés aux alentours d'Anefis, se sont rapprochés de Kidal. La tension est très vive et les principaux leaders de la CMA jouent une partie de leur va-tout sur la communication. « Nous nous battons pour défendre notre culture et nos aspirations politiques. Nous continuerons de nous battre jusqu'à obtenir un nouvel accord avec le gouvernement, qui nous garantira une administration en mesure d'offrir une nouvelle gouvernance à nos régions », clamait Bilal Ag Achérif, cadre de la CMA, dans une récente interview accordée à un journal étranger. D'habitude réservé, le Secrétaire général du MNLA multiplie les interviews avec des médias français et britanniques, dans lesquelles il lance des appels à des soutiens matériels et s'évertue à porter des accusations d'exactions sur les FAMa et « Wagner ». La présence du groupe paramilitaire au Mali n'a jamais été confirmée par les autorités, qui évoquent plutôt des instructeurs russes. Sur les

il ajouté. Dans une déclaration en date du 24 octobre signée du « Meeting de la population de Kidal », il est demandé à la MINUSMA de céder son emprise aux autorités locales. Le meeting, poussé par la CMA, annonce tenir désormais un sit-in permanent à l'aérodrome de Kidal, pour « empêcher tout atterrissage d'avions autres que ceux impliqués dans le processus de retrait de la MINUSMA ». Ce sit-in, s'il a lieu, pourrait mettre en place des boucliers humains, selon un analyste.

**Communication contre communication** Comme nous l'écrivions dans l'une de nos récentes parutions, en prévision de la reprise des hostilités

réseaux sociaux, notamment X (ex-Twitter) et Facebook, des comptes proches de la CMA relaient des accusations d'exactions supposées sans toutefois apporter de preuves concrètes. Pour tenter de contrer cette communication, l'armée a réajusté sa stratégie. Les « longs » communiqués de la DIRPA sur deux ou trois pages ont été remplacés par des formats plus courts et plus digestes. Face au terme de génocide visant une communauté employé par des proches de la CMA, les autorités utilisent activement l'ORTM. Dans l'une de ses émissions, la chaîne nationale a fait intervenir Zeidan Ag Sidi-lamine, un ancien cadre des mouvements rebelles des années 1990 qui a même été leur porte-parole et qui dément tout amalgame visant des Touaregs à Bamako.

**Vers un nouvel accord ?** Une éventuelle prise de Kidal par les FAMa ne signifiera pas non plus la fin de la guerre. Même si, pour beaucoup d'analystes sécuritaires elle permettra de porter un coup aux groupes rebelles et terroristes en les privant d'une base arrière, après l'occupation de Ber. Et pour Bamako ce sera un énorme gain politique. Toutefois, les tactiques de guérilla et de harcèlement se poursuivront certainement. Jusqu'à quand ? La signature ou la relecture d'un Accord pour la paix, répond un analyste en géostratégie. Avec cette fois-ci « l'État en position de force ». Les différents protagonistes ont conscience que cette guerre d'usure ne pourra pas durer éternellement. La voie du dialogue est toujours ouverte, si l'on s'en tient aux différentes déclarations des autorités et des groupes armés. Avec quel médiateur ? L'Algérie toujours, mais son rôle est contesté. La CMA estime « être trahie » par Alger, qu'elle juge beaucoup trop silencieuse et qui ne ferait pas assez pression sur les autorités, qui, de leur côté, n'ont que peu goûté que le Président algérien reçoive une délégation de la CMA. ■

## 3 QUESTIONS À



**DR ALPHA ALHADI KOÏNA**  
Géopolitologue, expert des groupes extrémistes au Sahel

**1** Le départ anticipé de la Minusma de Kidal va-t-il impacter la reprise du camp de la ville par les FAMa ?

Ce départ anticipé va certainement impacter le programme de l'armée malienne. Elle avait établi un plan pour récupérer les bases de la Minusma au fur et à mesure. Mais le fait qu'il y ait aujourd'hui un départ anticipé bouleverse un peu son chronogramme. À Aguelhok, par exemple, il est compliqué pour l'armée de récupérer la base laissée par la Minusma parce que ce départ a été forcé sans que la mission onusienne n'ait le temps de la rétrocéder aux autorités maliennes.

**2** Quel regard portez-vous sur la rétrocession progressive du camp de Kidal par la Minusma aux FAMa ?

Kidal est le fief de la CMA et c'est un symbole pour les groupes rebelles. Ces mouvements ne laisseront donc pas l'armée récupérer facilement la base de cette ville. Il est donc fort probable que l'on assiste à des confrontations directes entre l'armée et les mouvements rebelles.

**3** Si les mouvements armés du CSP-PSD perdent leur bastion de Kidal, à quoi doit-on s'attendre pour la suite ?

Aujourd'hui, les groupes armés du CSP-PSD pensent qu'ils sont en danger en laissant l'armée récupérer les bases. Du coup, même si l'armée malienne venait à prendre le contrôle de la ville, il faut s'attendre à diverses attaques de la part des groupes armés à l'avenir.

## CMA : QUELS SONT SES PROTAGONISTES ?

Même si plusieurs membres ont annoncé leur départ du Cadre stratégique permanent (CSP), les communiqués de ceux qui refusent aujourd’hui la cession des emprises de la MINUSMA aux FAMa sont signés de ce sceau. Mais, sur le terrain, c'est la CMA qui est à la manœuvre, appuyée par Fahad Ag Almakhoud, Secrétaire déchu du GATIA. Quels sont les principaux protagonistes, quel est leur parcours ?

### IBRAHIM OULD HANNA (MAA)

**I**est le moins connu des principaux chefs de la CMA, et pourtant il est celui qui a le plus l'expérience de la guerre. Il assure depuis le 17 juillet la présidence tournante de la CMA. La cinquantaine bien révolue, Ibrahim Ould Handa est originaire de Taoudenit, qui faisait partie de la circonscription administrative de Tombouctou. Ce n'est qu'en 2016, après la signature de l'Accord pour la Paix, que Taoudenit a été érigée en région. Très influent au sein de la communauté arabe, Ibrahim Ould Handa rejoint la Libye dans les années 1980 et s'engage au sein de l'armée libyenne. Là-bas, il s'aguerrit au combat avant de revenir au Mali au début des années 1990 et de participer activement, au Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA), à la rébellion entre 1990 et 1996. Il se fait ensuite



discret. En 2014, il est au cœur des négociations ayant abouti au cessez-le-feu entre les groupes armés et le gouvernement. Il remplace en décembre 2021 à la tête du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) Sidi Brahim Ould Sidatt, assassiné à Bamako le 13 avril 2021.

### BILAL AG ACHÉ-RIF (MNLA)

**A**gé de 46 ans, Bilal Ag Achérif est né à Kidal, mais il a longtemps vécu en Libye, où il a étudié et obtenu une maîtrise en économie, selon le journal français « L'Opinion ». Bilingue (anglais – arabe), il revient au Mali en 2010. Un an plus tard, il est Secrétaire général du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et prend les armes contre l'État. Après la proclamation du fantomatique État de l'Azawad, rejeté par la communauté internationale, il est intronisé Président du Conseil transitoire de l'Azawad à Gao, après une alliance avec les groupes terroristes. Mais cette entente ne dure pas et le MNLA est chassé des régions du nord. Bilal Ag Achérif est blessé lors



de combats le 26 juin 2012. Évacué au Burkina Faso, il y est soigné. Il participe ensuite activement aux négociations en vue de la signature de l'Accord pour la paix paraphé en juin 2015. Bilal Ag Achérif est aujourd'hui le Coordinateur général de l'effort de guerre pour les groupes armés. Ce qui explique en partie ses récentes sorties médiatiques réclamant un soutien logistique, alors qu'il est d'ordinaire taiseux.

LA RÉDACTION

### FAHAD AG ALMAHMOUD (EX-GATIA)

**C**'est un revirement qui aurait pu surprendre, mais qui, avec les signes avant-coureurs, était prévisible. Fahad Ag Almakhoud, Secrétaire général déchu du Groupe d'autodéfense Touareg Imghad et alliés, en abrégé (GATIA), est désormais dans une opposition ouverte contre l'État et les autorités de la Transition. Après la fondation du GATIA, en 2014, il est nommé Secrétaire général. Il a été avec son groupe un soutien de l'État et était très opposé au MNLA et à ses velléités sécessionnistes. Des combats les ont plusieurs fois opposés, notamment en avril 2015, quand le GATIA avait réussi à chasser le MNLA de certaines de ses positions à Ménaka, dans le nord du pays. M. Fahad, juriste de formation mais qui a évolué dans le milieu des affaires, notamment dans la vente de véhicules, est originaire de cette région. En tant qu'Imghad, que certains Ifoghas considèrent comme



des « vassaux », son alliance avec la CMA peut surprendre. Elle est jugée opportuniste par certains observateurs. Fahad, la quarantaine désormais, est en froid avec les autorités de la Transition depuis mai 2021 et la création du Cadre stratégique permanent. Les tensions culmineront en mars 2022, lorsque Fahad Ag Almakhoud prend la tête du CSP, alors que le Colonel-major Ismaïl Wagué, ministre de la Réconciliation nationale, lorgnait dessus. Depuis, le divorce est consommé et Fahad multiplie les attaques contre les autorités de la Transition et combat avec des éléments de l'ex-GATIA qui lui sont resté fidèles auprès de la CMA.

### ALGHABASS AG INTALLA (HCUA)

**F**ils de l'Aménokal (chef traditionnel) des Ifoghas Intalla Ag Attaher, Alghabass Ag Intalla, bien qu'ayant deux frères aînés (Mohamed et Attayoub) est pressenti en 2014 après le décès de leur père pour lui succéder. Mais c'est finalement son frère Mohamed, actuel membre du CNT (suspendu 30 jours par une décision le 23 octobre 2023), qui est choisi. Sa proximité avec les groupes terroristes ne joue pas en sa faveur. Il a été un membre important d'Ansar Dine aux côtés d'Iyad Ag Ghay. Il a par la suite quitté le groupe pour fonder le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA). En 2013, il annonce la dissolution de son mouvement et son ralliement au Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), fondé



par son frère Mohamed Ag Intalla, afin de lisser son image et de la blanchir d'un soutien des terroristes. Alghabass est aujourd'hui à la tête de l'Adaghagh (qui regroupe des chefferies traditionnelles de Kidal), ce qui accroît son influence dans la région. Il a été avant la crise député de la région de Kidal à l'Assemblée nationale.

# 7 JOURS DE CHAÎNES EN PLUS TOUT DE SUITE !



**REABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ D'UNE SEMAINE DE CHAÎNES EN PLUS**

## COOPÉRATION MALI - RUSSIE : UN NOUVEAU TOURNANT ?

Entre Bamako et Moscou, c'est « collé-serré » depuis le début de la Transition. Le rapprochement entre les deux capitales s'est renforcé avec la « rectification » de la Transition, en mai 2021. Une douzaine de mémorandums d'entente devant aboutir à la réalisation de nombreux projets viennent d'être signés entre les deux pays, à l'issue de la semaine russe de l'Énergie, qui s'est achevée le 16 octobre dernier à Moscou.

MOHAMED KENOUI

**A**u-delà du domaine militaire, dans lequel le Mali et la Russie ont suffisamment renforcé leurs liens ces deux dernières années, les deux pays s'accordent à diversifier leur coopération sur d'autres plans. La visite de la délégation malienne de haut niveau, conduite par le ministre de l'Économie et des finances Alousséni Sanou à Moscou du 11 au 16 octobre 2023, a posé les jalons de ce nouvel élan. Plusieurs conventions ont été signées dans des domaines tels que l'Énergie, les Mines, l'Agriculture ou encore les Transports, entre autres. Selon le ministre de l'Économie et des finances, des accords juridiques ont été signés pour la réalisation de deux à quatre centrales nucléaires au Mali, chaque centrale ayant une capacité minimale de 55 mégawatts, l'installation d'une usine d'affinage d'or d'une capacité de 200 tonnes à Bamako, avec à la clé une formation gratuite du personnel malien en Russie, et un transfert permanent de compétences, l'exploitation de certains minerais, la création d'un cadastre minier plus détaillé, la fourniture de 350 000 tonnes d'intrants agricoles, toutes spécialités confondues, d'ici février 2024, ainsi que celle de 200 millions de litres de produits pétroliers à l'État du Mali. Le gouvernement malien envisage, par ailleurs, en partenariat avec la Russie, la réalisation de deux lignes de tramway à Bamako, ainsi que



Assimi Goita et Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg en juillet dernier lors du sommet Russie-Afrique.

la création d'une compagnie aérienne pour la desserte nationale et sous-régionale et l'accès du Mali à des satellites de communication. À en croire la ministre des Transports, cette compagnie aérienne devrait être opérationnelle dans un an.

« La relation économique

« Cette coopération a pris une nouvelle dimension. Auparavant, elle était axée sur les domaines militaire, minier et de l'éducation. C'est un renforcement des acquis entre le Mali et la Russie et c'est de bon augure pour les deux pays. Cela permet à la Russie de diversifier ses offres et au Mali de diversifier ses partenariats », souligne-t-il. Toutefois, des observateurs s'interrogent sur la capacité de la Russie à matérialiser tous ces projets et promesses, dans un contexte de guerre avec l'Ukraine, qui mobilise beaucoup de moyens, et de sanctions occidentales sur le pays. En 2019, lors du premier sommet Russie - Afrique, le Président Vladimir Poutine avait promis de doubler les échanges avec le continent, les faisant passer de 20 milliards de dollars à 40 milliards. Cette promesse n'a pas été tenue, d'après l'Institut français des relations internationales (IFRI). La Russie part avec plusieurs trains de retard en Afrique. Selon des chiffres avancés par certaines chancelleries occidentales, le volume des échanges de l'Union européenne avec Afrique a atteint en 2022 163 milliards d'euros alors que pour la Rus-

**La relation économique entre le Mali et la Russie est au beau fixe aujourd'hui. Des projets structurants engageant l'État du Mali pour les cinquante années à venir sont signés.**

finage d'or d'une capacité de 200 tonnes à Bamako, avec à la clé une formation gratuite du personnel malien en Russie, et un transfert permanent de compétences, l'exploitation de certains minerais, la création d'un cadastre minier plus détaillé, la fourniture de 350 000 tonnes d'intrants agricoles, toutes spécialités confondues, d'ici février 2024, ainsi que celle de 200 millions de litres de produits pétroliers à l'État du Mali. Le gouvernement malien envisage, par ailleurs, en partenariat avec la Russie, la réalisation de deux lignes de tramway à Bamako, ainsi que

entre le Mali et la Russie est au beau fixe aujourd'hui. Des projets structurants engageant l'État du Mali pour les cinquante années à venir sont signés. Il s'agit pour nous de veiller à la mise en œuvre de tous ces projets pour que le Mali puisse être rapidement un pays émergent », a indiqué Alousséni Sanou.

**Nouvelle dimension** Pour le géopolitologue Abdoulaye Tamboura, l'annonce de la signature de ces différentes conventions entre le Mali et la Russie constitue un nouveau cap dans les relations entre les deux pays.

### REPÈRE

#### MALI - RUSSIE : LES GRANDES ANNONCES APRÈS LA VISITE DE LA DÉLÉGATION MALIENNE DE HAUT NIVEAU À MOSCOU

- Réalisation de 2 à 4 centrales nucléaires au Mali (Capacité minimale de 55 mégawatts)
- Installation d'une usine d'affinage d'or d'une capacité de 200 tonnes à Bamako (Formation gratuite du personnel malien en Russie et transfert permanent de compétences)
- Exploitation de certains minerais
- Création d'un Cadastre minier plus détaillé
- Fourniture de 350 000 tonnes d'intrants agricoles toutes spécialités confondues
- Fourniture de 200 millions de litres de produits pétroliers à l'État du Mali
- Réalisation de 2 lignes de tramway à Bamako
- Création d'une compagnie aérienne pour les dessertes nationale et sous-régionale
- Accès du Mali à des satellites de communication



DRISSA MEMINTA

### « L'empêchement d'un membre ne signifie pas la mort du mouvement »

Détention de son « Commandant en chef » et de son porte-parole, démission de certains de ses cadres, Yerewolo debout sur les remparts traverse actuellement une crise sans précédent. Entretien avec Drissa Meminta, chargé de Communication du mouvement.

PROPOS REÇUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

**C**omment se porte Yerewolo malgré la crise qu'il traverse ?

Le mouvement se porte très bien. Dans l'instance suprême, le Comité de pilotage, il n'y a que 4 personnes qui soient parties. Il en reste donc 26. Les Coordinations régionales fonctionnent très bien, ainsi que les Bureaux de la diaspora et les 6 Coordinations de Bamako. Nous sommes également en contact avec les camarades qui sont en détention. Les activités continuent, les tournées également.

**Comment expliquez-vous les différentes démissions ?**  
C'est juste une communication organisée. Les différentes démissions ont eu lieu le même jour. Mais comme ce sont ces mêmes personnes qui ont décidé de créer un autre mouvement, pour attirer un peu l'attention de l'opinion sur elles et faire de la propagande, elles ont juste décidé de publier de façon séquentielle leurs démissions sur les réseaux sociaux. Même ce faisant, il y a eu beaucoup de manipulations de l'opinion. En Commune II, nous avons une Coordination de 13 membres, parmi lesquels 6 sont partis. Mais ils ont annoncé la démission d'une vingtaine de personnes, alors qu'en aucune manière le bureau de la Coordination ne peut compter autant de membres.

**Deux de vos membres influents sont en détention. Certains de vos camarades ont claqué la porte. Le mouvement ne tend-il pas vers sa fin ?**

Le Commandant en chef et le porte-parole sont en détention, certes, mais ils ne sont pas morts. Ils vont revenir. Le Comité de pilotage est composé de presque 30 membres. Les autres sont là et les activités continuent. L'empêchement d'un membre ne signifie pas la mort du mouvement. Yerewolo continue.

**D'aucuns estiment que les autorités de la Transition se sont servies de Yerewolo pour légitimer les départs de Barkhane et de la Minusma et que, ces demandes étant acquises aujourd'hui, le mouvement ne leur servirait plus à rien...**

Chacun est libre de réfléchir et d'analyser les choses comme il le veut. Mais si Yerewolo a servi à un moment donné au départ de Barkhane et de la Minusma, je pense que c'est une fierté pour le mouvement. Nous avons servi une cause légitime. Dans chaque relation, il y a des hauts et des bas. Yerewolo a bien existé avant la Transition et je sais que les autorités actuelles souhaitent que le mouvement continue même après. ■

**afribone**

Connexion Internet illimitée  
jusqu'à 40 Mbits/s  
à votre domicile

20 28 00 00

f

[www.afribone.com](http://www.afribone.com)

## DIGITALISATION DES SFD : UNE INNOVATION INDISPENSABLE

**En Afrique de l'Ouest en général, et au Mali en particulier, l'écosystème de la finance digitale reste principalement marqué par le Mobile money offert par les opérateurs de téléphonie et, dans une moindre mesure, par les applications de paiement et de transfert d'argent. Pour faire face au faible taux de bancarisation, la digitalisation offre des opportunités aux systèmes financiers décentralisés (SFD) qui entendent en profiter, mènent la réflexion.**

FATOUMATA MAGUIRAGA

Pour améliorer l'accès des populations les plus vulnérables aux services financiers, les acteurs des systèmes financiers décentralisés (SFD) envisagent de s'adapter. Afin de permettre à leurs structures d'être compétitives dans un environnement dynamique où la concurrence et le besoin de modernisation et de rénovation restent permanents. Cette digitalisation des services doit en effet permettre aux SFD d'améliorer l'accès aux services mais également d'atteindre leur diversification, la rapidité des opérations, la transparence ainsi que l'innovation.

**Diagnostic nécessaire** Après plusieurs années de réflexion, les acteurs de la Commission de digitalisation des SFD et leurs partenaires du Projet inclusif ont examiné le 12 octobre dernier l'étude diagnostique pour la digitalisation de leurs produits financiers et non financiers. 12 SFD ont été concernés par cette étude, dont les résultats doivent permettre aux structures de mieux appréhender leurs transformations digitales à travers des actions spécifiques. Initiée pour réduire l'exclusion, l'étude doit notamment palier les contraintes rencontrées par les bénéficiaires du monde



Les acteurs des services financiers décentralisés veulent digitaliser leurs produits.

rural. Outre la digitalisation, elle vise à l'amélioration des services numériques, la réduction des coûts d'opération, l'obtention de davantage de lignes de financement et l'augmentation des chiffres d'affaires. Le Projet inclusif ambitionne de favoriser l'inclusion financière de 440 000 petits producteurs et Petites et moyennes entreprises agroalimentaires des régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro, Ségou et Mopti sur une période de 6 ans. Fin juin 2023, le nombre de SFD dans l'UEMOA s'était établi à 524, après 530 au trimestre précédent. Les institutions de microfinance de l'Union desservent 17 772 024

clients à travers un réseau de 4 544 points de service répartis dans les États membres. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 16 658 585 pour 4 484 points de service, selon la note de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). À la même période, l'épargne mobilisée par les SFD de la région représentait 5% de celle mobilisée par les établissements de crédit.

Malgré ces chiffres en hausse, l'institution sous-régionale note des défis importants à relever par les SFD pour maintenir la dynamique positive, notamment la maîtrise des risques. ■

## Salons de l'Emploi L'entrepreneuriat contre la migration irrégulière

Ségou et Kayes abriteront les Salons régionaux de l'Emploi respectivement les 27 et 28 octobre 2023 et les 3 et 4 novembre 2023. « Insertion des jeunes dans le tissu économique, une alternative à la migration irrégulière », c'est le thème qui réunira les acteurs des 2 événements. Organisés par l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM), le ministère de l'Emploi

et de la formation professionnelle et l'ONG West Africa Entrepreneurship and Innovation Foundation, ces salons visent à servir de cadres de promotion de l'entrepreneuriat. Ils se tiennent avec les jeunes, les représentants des secteurs public et privé, les experts en migration et ceux de l'emploi. Au cours des salons, des animations seront consacrées aux opportunités d'emplois

au plan local et aux échanges entre employeurs et potentiels employés, avec des séances de coaching pour mieux préparer les demandeurs d'emploi. Pour leurs initiateurs, ces forums visent à persuader les jeunes de renoncer à la migration irrégulière pour explorer plutôt les nombreuses opportunités d'emploi. Les salons sont en parfaite cohérence avec les objectifs du minis-

### EN BREF

#### TRANSPORT AÉRIEN : L'UEMOA SE PRÉPARE AU RESPECT DES NORMES

Les experts et cadres techniques de l'aviation civile des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) préparent un Plan directeur des aérodromes et infrastructures aéroportuaires. Ils se réunissent à Lomé du 23 au 27 octobre 2023. Les discussions sont organisées autour de questions essentielles comme l'évaluation des installations et des services, les principes de planification, l'élaboration des prévisions en matière d'exploitation aérienne et l'analyse des facteurs économiques qui interviennent dans l'élaboration des plans de masse. L'objectif de ce Plan directeur est de permettre aux plateformes des différents pays de se conformer aux nouvelles exigences de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale). En mars 2023, l'OACI a adopté un amendement à l'annexe 16 de la Convention de Chicago relatif à la compensation pour les petites entreprises de transport aérien. Cet amendement contribue à clarifier les exigences en matière de surveillance, de déclaration et de vérification relative au régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale. Les nouveaux amendements adoptés sont entrés en vigueur au 31 juillet 2023, avec une date d'application au 1er janvier 2024. L'OACI regroupe et aide 193 pays à « partager leur ciel » pour le bien de tous. ■ F.M

tère, dont la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, gage d'un emploi pérenne pour eux. Il faut rappeler que selon les données de l'EMOP 2020, le taux combiné du chômage et du sous-emploi des jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 24 ans (soit 49,8% de la population en âge de travailler). ■

## EDM EN 10 PROBLÈMES

Cette infographie publiée en premier lieu dans le numéro 422 du Journal du Mali a été mise à jour pour vous aider à mieux comprendre les problèmes d'EDM.

10

#### PRODUCTION THERMIQUE

Nommé le 20 septembre 2023, Abdoulaye Djibril Diallo est le 8ème DG d'EDM SA en l'espace de 10 ans. Cette instabilité représente un frein aux changements structurels au sein de l'entreprise publique, qui pâtit aussi de mauvaise gouvernance supposée.

9

**DÉPENDANCE**  
A défaut de pouvoir produire 100% de son énergie, le Mali s'approvisionne à l'étranger notamment en Côte d'Ivoire d'où provient 25% du courant malien.

8

#### CHERTÉ DU CARBURANT

Depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, le prix de carburant a nettement augmenté. De 400 à 500 FCFA en 2021, il est passé à plus de 800 FCFA en 2022. Ce qui constitue un problème pour EDM qui produit plus de 50% de son électricité à base de combustible.

7

#### MANQUE DE FINANCEMENTS

Face à ses difficultés, la société veut accroître ses moyens de production d'énergie avec notamment les énergies renouvelables mais peine à rassembler les moyens pour financer son ambition.

1

#### DETTE

La société Energie du Mali coule sous les dettes. Selon la ministre de l'Energie et de l'Eau Bintou Camara, EDM doit plus de 600 milliards de FCFA à ses 800 fournisseurs. Les autorités pointent du doigt également les surfacturations. Il a été relevé pour l'exercice 2022, 52 factures supplémentaires auprès d'un fournisseur pour un montant de 18 milliards de FCFA.

2

#### VENTE À Perte

Si l'on soustrait le coût des achats de combustibles et d'énergie au prix auquel l'énergie est vendue, l'entreprise devient déficitaire. Son coût de production d'énergie se situe entre 140 et 160 FCFA le kWh, alors qu'elle le vend à 90 FCFA en moyenne.

3

#### COÛTS DE FONCTIONNEMENT

Rien qu'en 2022, selon le département de l'Energie, EDM SA a dépensé dans les achats de carburants 193 milliards de FCFA pour une société qui a un chiffre d'affaire de 200 milliards de FCFA. La situation l'empêche de financer dans d'autres domaines de son fonctionnement.

4

#### VÉTUSTÉ DES ÉQUIPEMENTS

EDM est confrontée à des difficultés d'investissement dans les installations de production, de transport et de distribution aujourd'hui vétustes qui compromettent leur fonctionnement et leur développement.

5

#### VOL DE CARBURANT

D'après la ministre de l'Energie et de l'Eau, les camions citernes remplis de carburant disparaissent avant d'arriver à destination. Selon elle 59 citernes ont disparu récemment en quatre jours de contrôle.



#### DEMANDE EN HAUSSE

EDM fait face à une forte croissance de la demande de ses abonnés (plus de 500 mégawatt en 2023 selon les chiffres du MMEE) qu'elle n'arrive à satisfaire.

## IDENTIFICATION DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION : LA PHASE ULTIME DÉMARRE

L'opération d'identification des agents de l'Administration sera officiellement lancée ce 26 octobre 2023. Elle est l'ultime étape du projet Système Intégré de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH) de l'État et des Collectivités territoriales. La gestion transparente des ressources de l'État, objectif du projet, reste tout de même confrontée à certaines difficultés d'accès aux pièces d'état-civil, notamment la carte NINA.

FATOUMATA MAGUIRAGA



A travers l'identification des agents, l'Etat veut mieux maîtriser ses ressources.

**A**près son lancement en mai 2022, le projet a connu un retard dans l'exécution de son chronogramme, dont le terme était fixé pour juillet 2023. Il entre donc dans une phase déterminante, censée doter le pays d'un système de gestion plus efficient des effectifs des Fonctions publiques de l'État et des Collectivités territoriales. La démarche, jugée salutaire, a associé les partenaires sociaux, dont la Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (CDTM), qui a pris part à toutes les réunions, explique Ousmane Almoudou Touré, 2ème Secrétaire général adjoint de la CDTM. « C'est une bonne chose. Il est bon de recenser les effectifs et de maîtriser la masse salariale. Nous partageons ce point de vue », précise-t-il, avant de suggérer

aux autorités de « prendre en compte les difficultés ».

**« NINA non valides »** À l'issue de la phase de recensement et d'intégration des données biométriques des agents, les fichiers, transmis respective-  
**Ce traitement a permis d'améliorer la situation des NINA valides au niveau des deux Fonctions publiques, qui passent à 97 614, et la diminution des cas de NINA non valides, soit 14 491.**

ment à la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel (DNFPP) et à la Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales (DNFPCT), ont fait l'objet de confrontations avec les bases de données du RAVEC au Centre de Traitement des

Données d'État-Civil (CTDEC). Selon une note du ministère de la Refondation de l'État, ces données ont fait l'objet d'un « assainissement » afin d'apporter un appui en termes de vérification des NINA valides et non valides et pour la prise en charge des agents ne disposant pas de NINA. « Ce traitement a permis d'améliorer la situation des NINA valides au niveau des deux Fonctions publiques, qui passent à 97 614, et la diminution des cas de NINA non valides, soit 14 491 ». Environ 300 agents constitués en équipes assureront cette phase d'identification à travers le Mali entre le 1er novembre et le 31 décembre 2023, le chronogramme du projet étant prolongé jusqu'à février 2024. Pour sa part, M. Touré de la

CDTM invite les autorités à tenir compte des difficultés persistantes liées à la carte NINA. En effet, l'objectif étant d'identifier « les vrais travailleurs », il ne faut pas que les « erreurs qui ne sont pas imputables à l'agent lui coûtent sa fonction ». ■

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### GAO : LES FEMMES RENFORCENT LEURS CONNAISSANCES SUR LES VBG

L'ONG GARDL et IDLO ont organisé du 23 au 25 octobre 2023 une formation sur les violences basées sur le genre (VBG) et l'accès à la justice pour une vingtaine de femmes des clubs d'écoute citoyens de Gao. L'objectif, selon les organisateurs, était d'approfondir les connaissances des participantes sur les conséquences des VBG et les moyens de saisine de la justice. D'après un rapport de OCHA, le nombre de cas de VBG au Mali est passé de 2 021 de janvier à juillet 2019 à 2 981 de janvier à juillet 2020. Les données révèlent que 99% des personnes touchées sont des femmes et que 36% des VBG sont des violences sexuelles. L'absence d'une loi spécifique et la faible application des textes juridiques protégeant les femmes et les filles demeurent les facteurs contribuant à l'augmentation des cas. Une analyse de la cartographie des services de VBG montre aussi une capacité très limitée en termes de réponse dans plusieurs localités. ■

### EN BREF

#### SANTÉ : BIENTÔT TROIS NOUVEAUX CENTRES DE DIALYSE À BAMAKO



Dans le cadre des œuvres sociales du Président de la Transition, trois nouveaux centres de dialyse seront très bientôt opérationnels. Ces unités de soins amélioreront les capacités de prise en charge des personnes souffrant d'insuffisance rénale, tout en facilitant l'accès aux soins de santé. C'est dans cette perspective que l'équipe chargée des œuvres sociales du Chef de l'État a effectué le 24 octobre une visite dans les nouveaux centres de dialyse : au Quartier Mali en Commune V, à Lafiabougou en Commune IV et au Génie militaire. Ces centres ultramodernes disposent chacun de 13 générateurs, de deux salles d'attente, d'une grande salle d'hémodialyse avec une salle de contrôle, d'une salle VIP, d'une salle de cathétérisme, d'une salle d'urgence, de fauteuils dotés d'un système d'oxygène et de bureaux. Ces centres permettront d'absorber en partie le flux de malades, selon le néphrologue des Armées, le Capitaine Sah dit Baba Coulibaly. Ils vont constituer une véritable source médicale pour la prise en charge d'un grand nombre de personnes en période de dialyse et permettre à la fois de prendre en charge les éléments des Forces de Défense et de Sécurité et les civils. Outre des matériels de dernière génération et des machines flamboyantes neuves, chaque centre disposera d'un néphrologue et d'infirmiers spécialisés en dialyse. ■

BERTHÉ YAYA

## RDC : LE RETRAIT DE LA MONUSCO SE PRÉCISE

La RDC et la MONUSCO ont débuté le 23 octobre le processus d'élaboration du plan de retrait accéléré, progressif et responsable de la mission onusienne, comme demandé par Kinshasa.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Un plan de retrait de la MONUSCO sera présenté d'ici le 15 novembre.

Cette annonce a été faite par le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Christophe Lutundula, lors d'une conférence de presse conjointe. Selon le ministre, la RDC et la MONUSCO vont proposer le plan de désengagement et le chronogramme du retrait de la mission onusienne qui doivent commencer fin décembre 2023. L'élaboration du plan de retrait de la mission des Casques bleus se terminera au plus tard le 15 novembre. D'ici cette date, les travaux préalables seront terminés et présentés au

gouvernement, avant d'être transmis par la MONUSCO au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les différents Comités feront des propositions sur la chronologie du retrait progressif et ordonné des Casques bleus, la réduction progressive des effectifs de la mission, la définition des modalités pratiques du transfert graduel des responsabilités, l'élaboration d'un plan opérationnel de mise en place du retrait et la définition des tâches devant être accomplies dans le cadre de la transition de la mission. La force de maintien de la paix onusienne

## Kenya Le déploiement de la police en Haïti attendra

Un tribunal kényan a prolongé mardi une décision de justice suspendant le déploiement d'un millier de policiers en Haïti, plongé dans le chaos et la violence des gangs, dans le cadre d'une mission soutenue par l'ONU. La décision du gouvernement kényan de déployer des policiers en Haïti a suscité de nombreuses interrogations et critiques dans le pays. La Haute Cour de Nairobi avait suspendu le 9 octobre cette décision dans l'attente de l'examen d'un recours déposé par l'avocat et opposant Ekuru Aukot, qui soutient que ce déploiement est inconstitutionnel. Initialement prévu mardi, l'audience sur le fond a été repoussée au 9 novembre. Les détails de la mission en Haïti, soutenue les États-Unis, ne sont pas encore finalisés et le Parlement ne l'a pas encore votée, comme l'exige la Constitution. Le gouvernement kényan a affirmé le 13 octobre avoir « ratifié » le déploiement et avoir envoyé le texte au Parlement. Certains détracteurs considèrent que la police kenyane n'est pas suffisamment formée pour affronter des gangs lourdement armés et connaissant parfaitement le terrain. Le ministre de l'Intérieur, Kithure Kindiki, a assuré le 12 octobre que le gouvernement « n'envoie pas (ses) policiers en Haïti comme des cobayes ». Le Kenya a déjà participé à plusieurs opérations de maintien de la paix dans des pays voisins (RDC, Somalie) et dans diverses parties du monde (Liberia, Timor oriental, ex-Yougoslavie...). ■

B.S.H

est présente en RDC depuis 1999. Elle est l'une des plus importantes et des plus coûteuses au monde, avec un budget annuel évalué à environ un milliard de dollars.

**Multitude de groupes armés** Cette annonce intervient alors que la situation sécuritaire est très précaire, notamment dans l'Est du pays. Une vingtaine de civils a été tuée dans la nuit de lundi à mardi dans une attaque attribuée aux rebelles ADF, affiliés au groupe État islamique. À l'origine des rebelles ougandais, les ADF (Forces démocratiques alliées) sont implantées depuis les années 1990 dans l'est de la RDC où elles sont accusées d'avoir massacré des milliers de civils. Des drones appartenant à la Coalition des armées congolaise (FARDC) et ougandaise (UPDF) mènent depuis plusieurs jours des frappes contre les ADF à Ndalya, dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC. Mardi 24 octobre, sur X (ex-Twitter) le Porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a publié quelques images qui semblent indiquer des incursions des forces armées rwandaises dans les cités de Tongo et Rutshuru, dans le Nord-Kivu pour soutenir des éléments du M23. Les rebelles du M23 se sont emparés l'année dernière de pans du territoire congolais qu'ils continuent d'occuper dans la province. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### CHINE - PHILIPPINES : COLLISION ENTRE NAVIRES ET TENSIONS

Le ton monte entre la Chine et les Philippines après deux collisions de bateaux dans la mer de Chine méridionale. Manille a accusé le 23 octobre des navires chinois d'avoir « intentionnellement » percuté des bateaux philippins par deux fois près de l'atoll Second Thomas Shoal, dans les Spratleys, où la marine philippine est stationnée et où Pékin déploie des navires pour faire valoir ses revendications territoriales. Les deux pays se renvoient la responsabilité des télescopages. Les Philippines ont convoqué l'ambassadeur de Chine en poste dans le pays et la Chine a indiqué avoir adressé une protestation officielle. Cet atoll est contesté par les deux pays. En 1999, les Philippines y avaient délibérément fait s'échouer un bateau militaire, le BRP Sierra Madre, dans le but d'y installer des troupes et d'affirmer leurs prétentions de souveraineté. De son côté, Pékin estime que cette île fait partie de sa zone économique exclusive et donc qu'elle est sous sa juridiction. Les tensions restent vives entre les deux pays. ■

## NBA : UNE NOUVELLE SAISON PLEINE DE QUESTIONS

Après près de quatre mois de pause, la saison 2023-2024 a débuté ce mardi. Plusieurs questions entourent cette nouvelle cuvée.

Boubacar Sidiki HAIDARA



Le Français Victor Wembanyama sera une des grandes attractions de la nouvelle saison de NBA.

**Q**ui va succéder aux Denver Nuggets, étonnantes champions la saison dernière ? Le Français Victor Wembanyama, N°1 de la Draft et mesurant 2,24 m, va-t-il confirmer les attentes (15 points en 23 minutes pour son premier match NBA, défaite de son équipe de San Antonio 126-119) ? LeBron James pourrait-il prendre sa retraite ? Les Phoenix Suns de Kevin Durant, Devin Booker

et Bradley Beal vont-ils s'affirmer comme une équipe aussi redoutable sur les parquets que sur le papier ? Quid des temps de jeu des Maliens Cheick Diallo et Adama Sanogo ? Cette nouvelle saison est déjà particulière, avec plus de matchs vu la naissance de la NBA Cup. Elle rassemblera les 30 équipes de la NBA, réparties en 6 groupes de 5 équipes, dont chacune affrontera une fois les 4 autres, Les 1ers de

chaque groupe et les 2 meilleures équipes suivantes se qualifieront pour les quarts de finale, à élimination directe. Cette compétition démarrera le 3 novembre et prendra fin le 7 décembre, avec la finale à Las-Vegas. Les joueurs doivent introduire cette nouvelle salve de rencontres dans leur préparation et disputeront en parallèle les 82 matchs de la saison régulière. Âgé de 39 ans en décembre prochain, LeBron James est le joueur le plus âgé. La saison dernière, avec les Lakers de Los Angeles, il avait laissé entendre, après avoir perdu 4-0 contre les Nuggets en finale de Conférence, qu'il pourrait mettre un terme à sa carrière. Il a finalement prolongé, mais son contrat se termine en fin d'année et, selon des journalistes américains, rien ne garantit qu'il va prolonger. Le déroulé de la saison aura un grand impact sur la décision de celui qui est devenu en février 2023 le meilleur marqueur de l'histoire de la NBA.

**Des Maliens au révélateur** Champion universitaire en avril 2023 avec les Huskies du Connecticut et meilleur joueur du tournoi, Adama Sanogo n'a pas été drafté par les franchises NBA. Mais le Malien de 2,06 m a pu se consoler en signant un Two way contract (contrat à double voie) avec les Chicago Bulls. Introduit en 2018, ce contrat permet aux équipes NBA de tester un joueur sur un maximum de 50 matchs. Sanogo a été repéré lors d'un camp de basketball organisé par Cheick Diallo. Ce dernier, après des exils en Russie et au Japon, est revanchard pour son retour en NBA et s'est engagé avec le Miami Heat. ■

## Ngannou - Fury Opposition ce 28 novembre

**L**e Battle of the baddest (la bataille des plus méchants) aura lieu ce samedi 28 novembre en Arabie Saoudite. Francis Ngannou, ancien champion UFC, s'attaque à la montagne Tyson Fury (33 victoires, dont 24 par KO), qui plus est sur son terrain : la boxe anglaise. Le Camerounais de 37 ans, qui va disputer son tout premier combat de boxe à ce niveau, s'est adjoint les services de Mike Tyson, légende de la boxe américaine et ancien champion des Poids Lourds. « Tous les combats de ma vie ont été des paris fous. Mike Tyson est là, ça veut dire qu'il y croit quand même, qu'il croit en moi », a confié Ngannou en marge du combat. Ces dernières années, pour des raisons de gros contrats, les affiches entre boxeurs professionnels et personnalités en dehors du noble art ont fleuri. Elles ont presque toujours tourné à l'avantage des premiers. ■



B.S.H

### CARTONS DE LA SEMAINE

Toujours invaincu en Premier League après neuf journées, Tottenham a enchaîné sans difficulté le lundi 23 octobre face à Fulham (2-0) et reprend la première place du championnat, deux points devant Manchester City. Heung-Min Son et James Maddison ont marqué pour les Spurs.

L'Ajax Amsterdam, plongé dans l'une des crises les plus graves de ses 123 ans d'existence, a annoncé se séparer de son entraîneur Maurice Steijn. Le club est à la 17ème et avant-dernière place du championnat des Pays-Bas, après une nouvelle défaite, la 4ème en 7 matches, contre le FC Utrecht (4-3).

## TCHIKAN : FOUSSEYNI MAIGA EST DE RETOUR

Avec plusieurs réalisations primées à l'international à son compte, dont le court métrage de fiction « Wolonwula » qui a remporté à lui seul 18 prix internationaux, le long métrage « Sira », qui a obtenu un prix spécial lors du dernier FESPACO à Ouagadougou et le 3ème prix du meilleur long métrage de fiction au festival Teranga de Dakar, Fousseyni Maiga, journaliste-réalisateur, revient avec un nouveau long métrage intitulé Tchikan, dont la sortie en avant-première est prévu pour le 3 novembre 2023.

BERTHÉ YAYA



Une affiche du film Tchikan qui sera bientôt projeté dans les salles.

**L**e film Tchikan raconte l'histoire de Madou Karatô, la soixantaine révolue, un macho égocentrique qui veut épouser trois femmes à la fois. Humilié dans sa propre famille et stigmatisé dans

le village, il gagne au loto. Rejeté par tous auparavant, Madou Karatô décide de prendre une revanche sur la vie et de satisfaire ses vieux rêves d'enfance et de jeunesse. Premier long métrage du Mali

### INFO PEOPLE

#### LES DAFT PUNK REFUSENT LES J.O. DE PARIS



Directeur artistique des cérémonies de Paris 2024, Thomas Jolly rêvait d'associer les Daft Punk à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris (26 juillet-11août). Interrogé mardi sur France Inter, le metteur en scène avait fait part de son envie, suscitant l'idée que le duo de musique électronique pourrait se reformer pour participer à l'évènement. Ce ne sera finalement pas le cas. « Mes propos ont été confus et ont généré beaucoup d'attente. Je me dois de clarifier : après avoir échangé sur une possible présence à la cérémonie, la décision du groupe est de ne pas y participer. Je respecte cette décision et m'excuse de l'ambiguité de mes propos », a annoncé Thomas Jolly mercredi sur la plateforme X (ex-twitter).

#### LA STATUE DE CIRE DE DWAYNE JOHNSON MODIFIÉE



Corrigée en vingt-quatre heures après que l'acteur américain s'est plaint de son apparence, la statue de cire de Dwayne Johnson a été réinstallée mercredi matin au musée Grévin à Paris. La star, aux origines afro-américaines et des îles Samoa, s'était jointe dimanche au concert de moqueries autour de la statue à son effigie, dévoilée mi-octobre par le musée et la présentant avec une carnation claire. Le musée Grévin, qui accueille 800 000 visiteurs par an et met en scène plus de 250 célébrités, avait déjà suscité une polémique en 2018 en présentant une sculpture, peu réussie de son propre aveu, à l'effigie d'Emmanuel Macron. La réalisation d'une de ces statues de cire prend six mois et coûte entre 50 000 et 60 000 euros.

dédicé exclusivement à la thématique des violences basées sur le genre (VBG) et des abus sexuels, le film, de par son approche artistique et intemporelle, transcende plusieurs générations, plusieurs cultures, plusieurs idéologies et aborde les VBG sous le prisme des réalités sociales et de la responsabilité humaine. Le film démontre que les VBG et les abus sexuels sont le fruit d'une faillite sociétale et porte le message d'une action collective et responsable, « Agir avant que les victimes ne réagissent », tout en montrant une nouvelle voie portée vers plus d'actions concrètes en matière de lutte contre les abus.

Le budget global du film s'élève à 70 millions, intégrant les frais de développement, de production, de post-production et la promotion, ainsi que le financement de la tournée nationale pour des projections gratuites. 20 millions est le nombre estimé des personnes qui seront touchées par le film, à travers les diffusions en salles, sur les réseaux sociaux, dans les festivals et lors des projections grand public. Il est prévu 48 semaines de durée pour la tournée dans tous les quartiers du District de Bamako et dans toutes les capitales régionales du pays avant la diffusion TV et sur les réseaux sociaux. Au regard du rythme accru de ses productions, Fousseyni Maiga a été incontestablement le réalisateur malien le plus actif au cours des cinq dernières années. ■

**Journal du Mali**  
l'hebdo

**Directeur de publication :**  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journaldumali.com

**Directrice déléguée :**  
Aurélie DUPIN  
aurelie.dupin@journaldumali.com

**Rédacteur en chef :**  
Boubacar Sidiki HAÏDARA

**Secrétaire de rédaction :**  
Ramata DIAOURE

**Rédaction :**  
Idélette BISSUU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

**Photographie :** Emmanuel B. DAOU

**Infographiste :** Marc DEMBÉLÉ

**JOURNAL DU MALI L'HEBDO**, édité par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako  
Tél : + 223 44 90 26 40  
[www.journaldumali.com](http://www.journaldumali.com)  
[contact@journaldumali.com](mailto:contact@journaldumali.com)

L'EAU C'EST LA VIE  
LA VIE C'EST



SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ

